



ACTUALISATION DE L'ÉTUDE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES DE LA COMMUNE DE SAINT-ETIENNE-SUR-USSON

Notice explicative



Mai 2025

Affaire n° 2024-11

C2EA

43 avenue de la Margeride
63 000 CLERMONT-FERRAND
Téléphone : 04 73 19 02 75



SOMMAIRE

1	GENERALITES.....	2
2	OBJECTIF DE L'ÉTUDE	3
3	RECUEIL DE DONNÉES	3
3.1	PRESENTATION DE LA COMMUNE DE SAINT-ETIENNE-SUR-USSON	3
3.1.1	Contexte géographique	3
3.1.2	Contexte démographique	4
3.1.3	Les logements	5
3.1.4	Urbanisme	5
3.1.5	Réseau hydrographique.....	6
3.1.6	Zone inondable	13
3.1.7	Milieus sensibles.....	14
3.1.8	Argile.....	17
3.2	ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF : SITUATION ACTUELLE SUR LA COMMUNE	18
3.2.1	Assainissement collectif.....	18
3.2.2	Assainissement non collectif.....	18
3.3	PEDOLOGIE ET ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	20
3.3.1	Principe	20
3.3.2	Observations sur la commune	20
3.4	DESCRIPTION DES FILIERES DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	21
4	LÉGISLATION ET RÉGLEMENTATION	22
4.1	LE CADRE REGLEMENTAIRE : UNE OBLIGATION GENERALE D'ASSAINISSEMENT.....	22
4.2	ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	22
4.3	ASSAINISSEMENT COLLECTIF	24
4.4	ÉLIMINATION DES BOUES RESIDUAIRES	25
5	SOLUTION RETENUE PAR A.P.I. SUR LA COMMUNE DE SAINT-ETIENNE-SUR-USSON : ZONAGE D'ASSAINISSEMENT	26
5.1	ASSAINISSEMENT COLLECTIF	26
5.2	ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	26
6	ANNEXES.....	27
6.1	ANNEXE 1 : GLOSSAIRE	28
6.2	ANNEXE 2 : FILIERES CLASSIQUES DE TRAITEMENT D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	29
6.3	ANNEXE 3 : APTITUDES DES SOLS A L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF ISSUES DE L'ETUDE DE 2003	33
6.4	ANNEXE 4 : TABLEAU DE SYNTHESE DES CRITERES TECHNIQUES DES DIFFERENTES FILIERES.....	34
6.5	ANNEXE 5 : EXTRAIT DE LA CARTE DE ZONAGE DES EAUX-USEES - 2025	35

1 GENERALITES

La Communauté d'Agglo du Pays d'Issoire (API) a été créée le 1 janvier 2017 suite à la fusion de 8 communautés de communes. Elle est devenue compétente en matière d'eau, d'assainissement et d'eaux pluviales urbaines le 1 janvier 2020 au titre de la loi NOTRe. Dans ce cadre, la gestion et la responsabilité des systèmes d'assainissement (réseaux et stations d'épuration) ont été transférées des communes vers l'agglomération.

API est composée de 88 communes pour environ 55 000 habitants.

API a souhaité actualiser l'étude de zonage d'assainissement de plusieurs communes de son territoire.

Ce document présente la notice explicative du zonage d'assainissement de la commune de SAINT-ETIENNE-SUR-USSON, conformément à l'article 35 de la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992, modifiée le 30/12/06, et à l'article L.2224-10 du code général des collectivités territoriales. Celui-ci a pour objet de définir :

- « les zones d'assainissement collectif (actuelles ou programmées à terme) où la collectivité est tenue d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées » ;
- « les zones relevant de l'assainissement non collectif où la collectivité est tenue d'assurer le contrôle de ces installations et, si elle le décide, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif » ;

L'aspect pluvial n'est pas pris en compte dans ce document.

Il est rappelé qu'en vertu de la circulaire du 17 février 1997, le classement d'une zone en zone d'assainissement collectif a simplement pour effet de déterminer le mode d'assainissement qui sera retenu **et ne peut avoir pour effet** :

- D'engager la collectivité sur un délai de réalisation des travaux d'assainissement (absence d'échéances),
- D'éviter au pétitionnaire de réaliser un assainissement non collectif conforme à la réglementation, dans le cas où la date de livraison des constructions est antérieure à la date de desserte de la parcelle par le réseau d'assainissement.

2 OBJECTIF DE L'ÉTUDE

Les objectifs de l'établissement du zonage d'assainissement sont, sur le plan technique :

- L'optimisation des choix d'assainissement au regard des différentes contraintes ;
- La revalorisation de l'assainissement non collectif en tant que technique épuratoire, alternative et intéressante sur le plan économique et environnemental ;
- L'identification des zones d'assainissement collectif ;
- La délimitation fine des périmètres d'agglomération au sens assainissement ;
- L'évaluation des flux raccordables sur les ouvrages collectifs ;
- La précision des zones d'intervention des services publics d'assainissement collectif et non collectif (lisibilité du service public).

En outre le zonage permet sur le plan stratégique :

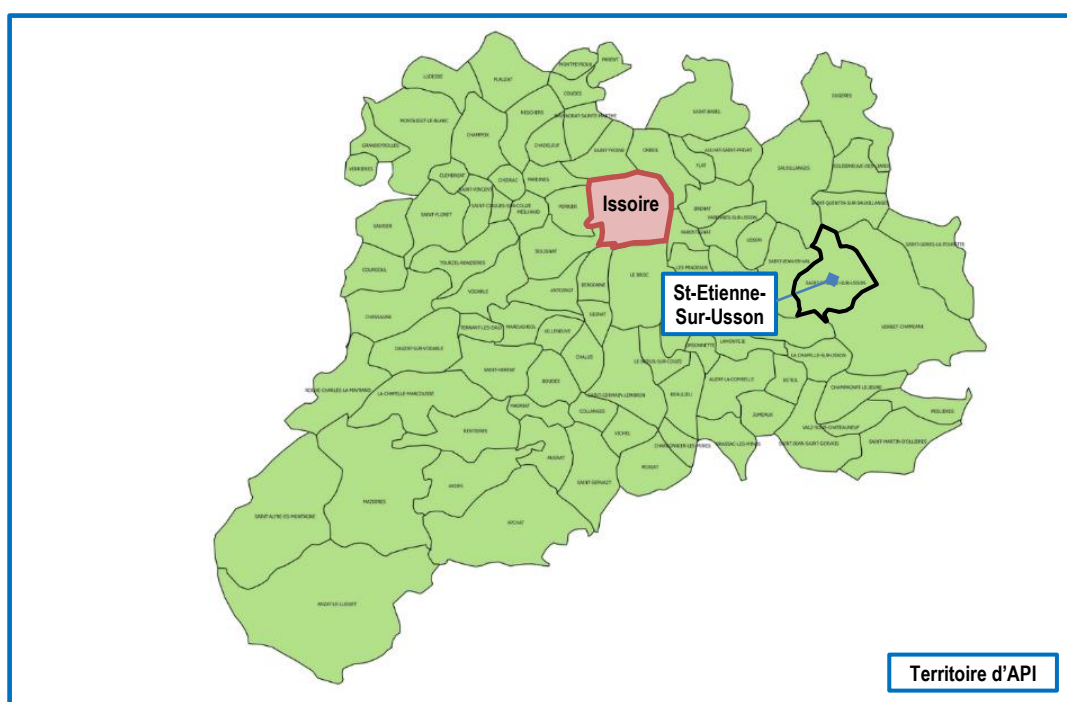
- La cohérence des politiques communales en matière d'assainissement c'est à dire l'adéquation entre les besoins de développement et la capacité des équipements publics ;
- La limitation et la maîtrise des coûts de l'assainissement collectif.

Rappel : La commune a réalisé sa 1^{ère} étude de zonage d'assainissement en 2003. Une actualisation a déjà été réalisée en 2016, validée après enquête publique par une délibération du 08/09/2018.

3 RECUEIL DE DONNÉES

3.1 Présentation de la commune de Saint-Etienne-Sur-Usson

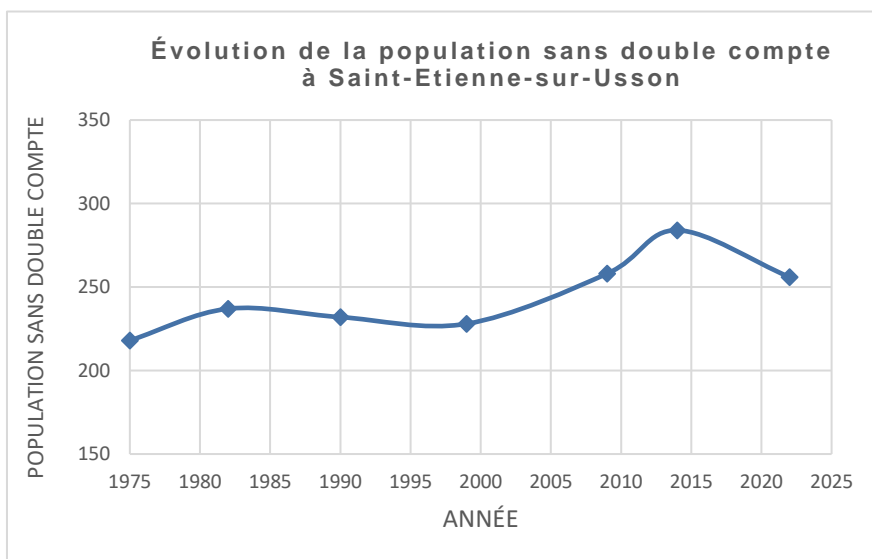
3.1.1 Contexte géographique



Le tableau suivant récapitule l'évolution de la population "sans double compte" lors de 7 recensements (données INSEE). La population sans double compte ne prend qu'une seule fois en compte les personnes qui ont des attaches dans 2 communes, comme les étudiants par exemple.

Entre 1975 et 2025, la population a connu des fluctuations. On note une augmentation globale jusqu'à 2014, d'environ 1,7 habitant par an. Depuis 2014, la tendance est plutôt à la baisse.

La superficie de la commune étant de 15,6 km², la densité de population en 2022 était de 16,4 habitants / km².



3.1.3 Les logements

Au recensement INSEE de 2021, on comptait 273 habitations dont :

- ◆ 132 résidences principales (48,5 % des logements)
- ◆ 113 résidences secondaires ou logements occasionnels (41,4 %)
- ◆ 28 logements vacants (10,1 %)

Le ratio "habitant / résidence principale" est d'environ 1,9 (sur la base des données de 2021).

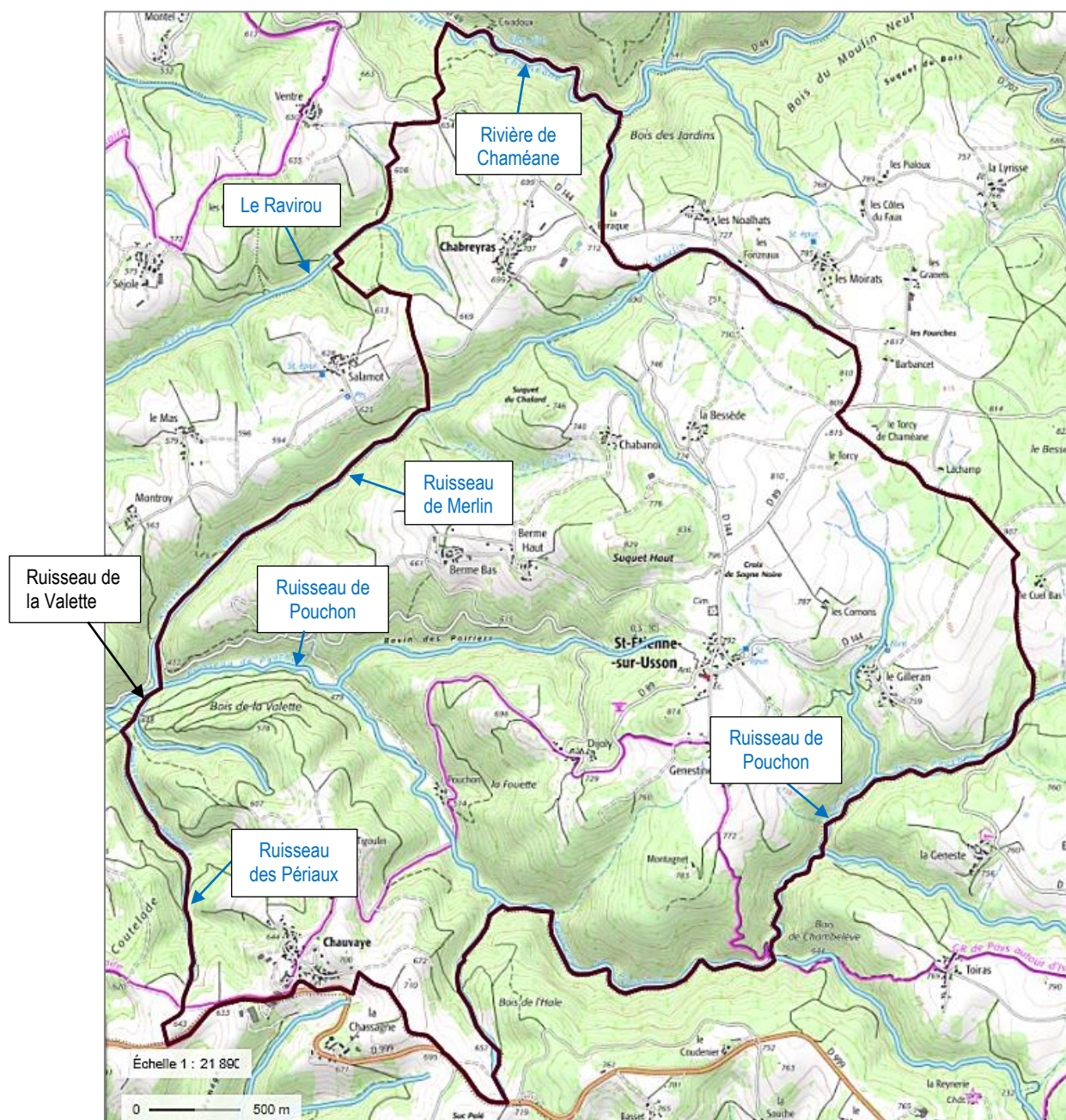
La commune de Saint-Étienne-sur-Usson possède une forte proportion de résidences secondaires, sa population est donc susceptible de varier de façon importante selon la saison.

3.1.4 Urbanisme

La commune est couverte par le Règlement National d'Urbanisme.

3.1.5 Réseau hydrographique

a) Description :



Le réseau hydrographique de la commune est dense. Il est composé de :

- ◆ La rivière de Chaméane au Nord, ainsi que le ruisseau du Ravirou au Nord-Ouest. Ce sont des affluents rive gauche de l'Eau-Mère, elle-même affluent de l'Allier.
- ◆ Le ruisseau de Merlin : il traverse le Nord de commune du NE vers le SO et se jette dans le ruisseau de la Valette, affluent de l'Eau Mère. Il constitue la limite communale Nord-Ouest.
- ◆ Le ruisseau de Périaux, affluent du ruisseau de la Valette. Il constitue la limite communale Ouest.
- ◆ Le ruisseau de Pouchon est celui dont le linéaire est le plus important sur le territoire communal. Il délimite le Sud-Est de la commune, puis il traverse celle-ci du Sud-Est vers l'Ouest, pour se jeter lui-aussi dans le ruisseau de la Valette.

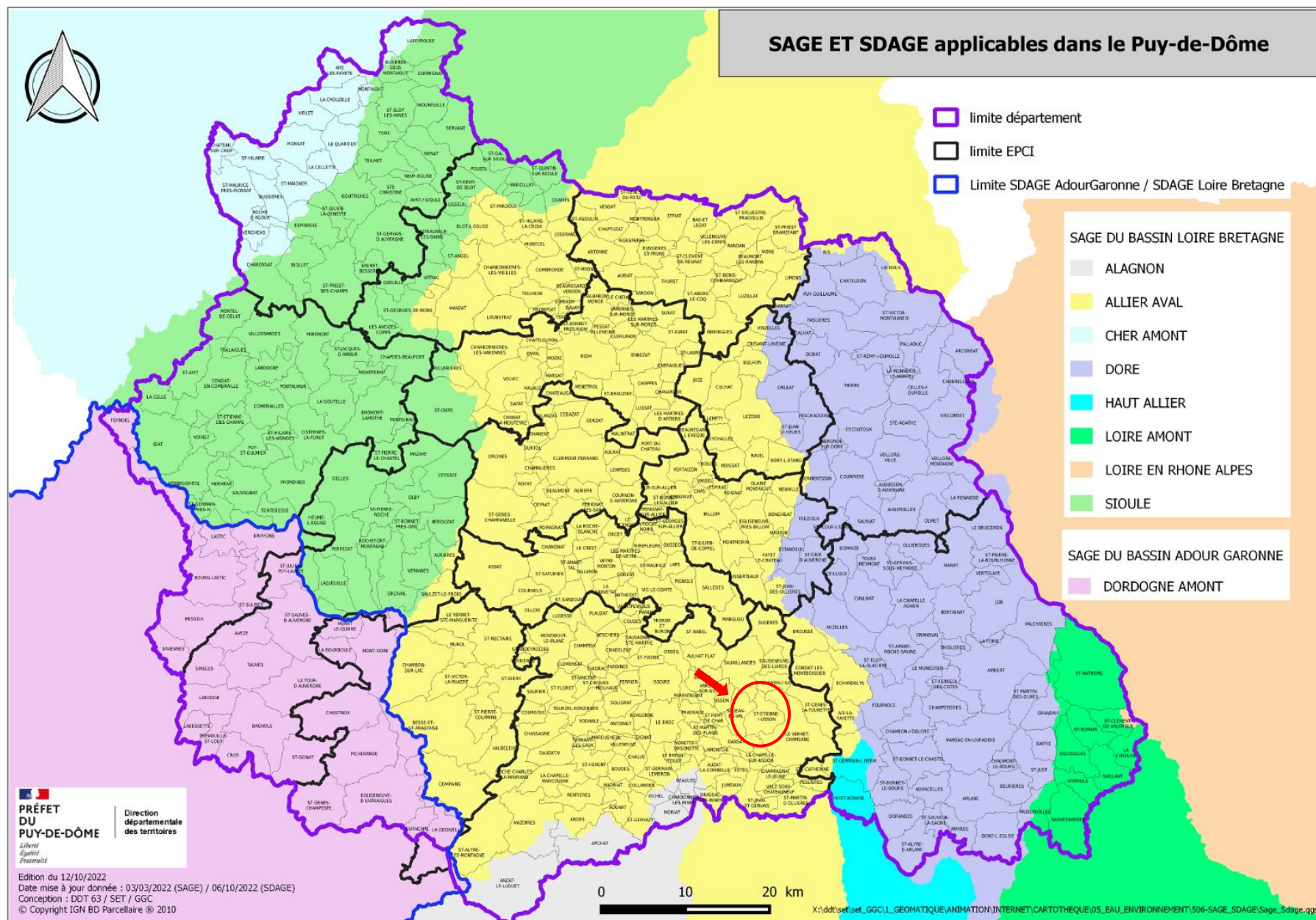
En conclusion, l'ensemble du territoire de Saint-Étienne-sur-Usson appartient au bassin versant de l'Eau-Mère, affluent de l'Allier.

b) Le SAGE en vigueur sur la commune

La commune de Saint-Etienne sur Usson fait partie du SAGE Allier-Aval (cf cartographie page suivante).

La stratégie du SAGE Allier Aval se décline en plusieurs thématiques, elles-mêmes décomposées en enjeux :

THÉMATIQUES	ENJEUX
Gestion quantitative de la ressource	Enjeu 2 : Gérer les besoins et les milieux dans un objectif de satisfaction et d'équilibre à long terme Enjeu 3 : Vivre avec/à côté de la rivière en cas de crues
Gestion qualitative de la ressource	Enjeu 4 : Restaurer et préserver la qualité de la nappe alluviale de l'Allier afin de distribuer une eau potable à l'ensemble des usagers du bassin versant Enjeu 5 : Restaurer les masses d'eau dégradées afin d'atteindre le bon état écologique et chimique demandé par la Directive Cadre sur l'Eau Enjeu 6 : Empêcher la dégradation, préserver voire restaurer les têtes de bassin versant
Gestion et valorisation des cours d'eaux d'eau	Enjeu 7 : Maintenir les biotopes et la biodiversité
Dynamique fluviale	Enjeu 8 : Préserver et restaurer la dynamique fluviale de la rivière Allier en mettant en œuvre une gestion différenciée suivant les secteurs



c) Réservoir biologique :

L'eau Mère et certains de ses affluents constituent, selon le SDAGE LOIRE BRETAGNE, un réservoir biologique. Sur la commune, la partie de ce réservoir biologique est donc composée :

- ◆ Du ruisseau Chaméane
- ◆ des ruisseaux de Merlin, Pouchon et Périaux qui sont des affluents du Rau de la Valette

N° Réservoir	Département	Code Masse d'eau	Bassin Versant Masse d'eau
RESBIO_226	63	FRGR0254	L'EAU MÈRE, LE RUISSEAU L'OSTEAUX ET SES AFFLUENTS, LE RUISSEAU DE CHAMÉANE ET SES AFFLUENTS, LE RUISSEAU DE LA VALETTE ET SES AFFLUENTS

d) Objectifs de qualité :

En application de la Directive Cadre Européenne (DCE) sur l'eau, les objectifs de qualité sont définis par masse d'eau. Le SDAGE Loire Bretagne 2022-2027 propose les objectifs environnementaux suivants :

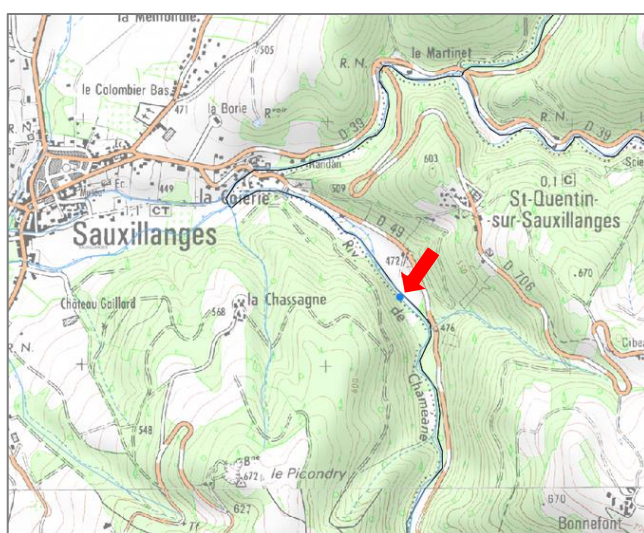
Cours d'eau	Code Masse d'eau	Masse d'eau	Objectif État global
ALLIER	FRGR0142B	L'ALLIER DEPUIS LA CONFLUENCE DE LA SÉNOUIRE JUSQU'À LA CONFLUENCE AVEC L'AUZON	BON ÉTAT 2033
EAU-MÈRE	FRGR0254	L'EAU MÈRE ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA SOURCE JUSQU'À LA CONFLUENCE AVEC L'ALLIER	BON ÉTAT 2021

e) Qualité actuelle

Il n'existe pas de station de mesures sur la commune.

RIVIERE LA CHAMEANE A SAUXILLANGES :

N° Station	04426077
Coordonnées (Lambert 93)	X = 730457 Y = 6494242
Commune	Sauxillanges
Localisation	Aval du chemin en terre
Masse d'eau	L'Eau Mère et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec l'Allier

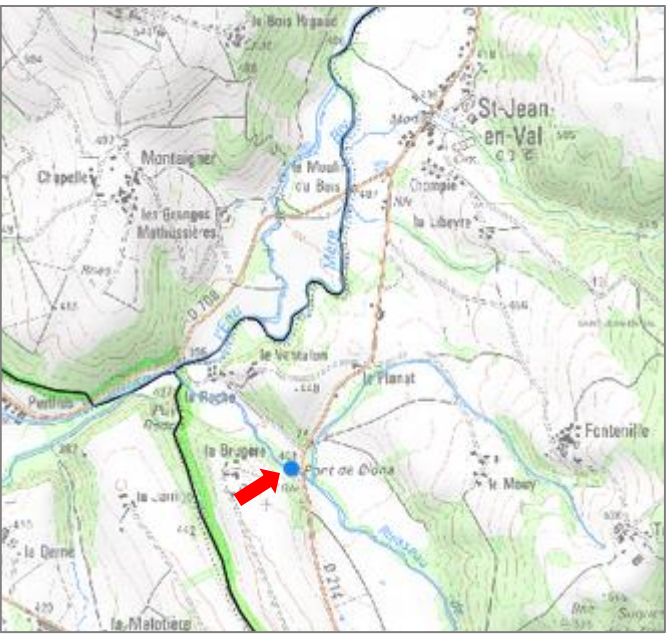


Cours d'eau	Masse d'eau	Année	État écologique	État biologique
Chaméane	L'Eau Mère et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec l'Allier FRGR0254			
		2018		

Légende :

	Très bon
	Bon
	Moyen
	Médiocre
	Mauvais

RAU DE LA VALETTE A SAINT-JEAN-EN-VAL :

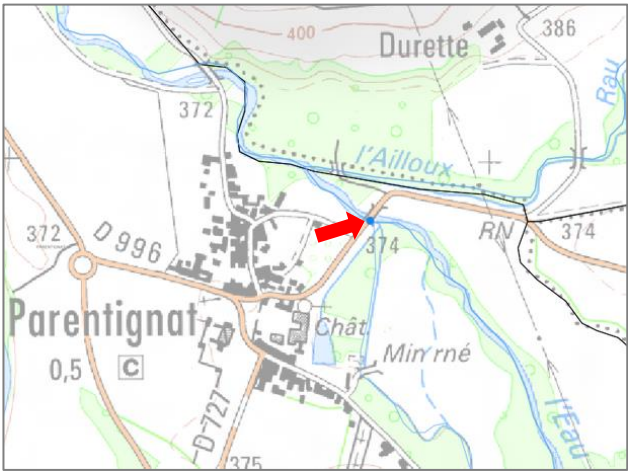
N° Station	04426044	
Coordonnées (Lambert 93)	X = 727222 Y = 6490086	
Commune	Saint-Jean-en Val	
Localisation	Pont de Biona	
Masse d'eau	L'Eau Mère et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec l'Allier	

Cours d'eau	Masse d'eau	Année	État écologique	État biologique
Rau de la Valette	L'Eau Mère et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec l'Allier FRGR0254	2015		
		2016		
		2018		
		2019		

Légende :

	Très bon
	Bon
	Moyen
	Médiocre
	Mauvais

L'Eau Mère à Parentignat (et à Condat-Lès-Montboissier) :

N° Station	04426025	
Coordonnées (Lambert 93)	X = 722899 Y = 6492852	
Commune	Parentignat	
Localisation	Pont sur la D996	
Masse d'eau	EAU MÈRE À PARENTIGNAT FRGR0254	

Masse d'eau	Année	État écologique	État biologique
L'EAU MÈRE A PARENTIGNAT FRGR0254	2018		
	2019		
	2022		
EAU MÈRE À CONDAT-LÈS-MONTBOISSIER FRGR0254	2023		


Légende :

	Très bon
	Bon
	Moyen
	Médiocre
	Mauvais

La Station Eau Mère à Condat-Lès-Montboissier a signalé un état écologique médiocre en 2023.

L'Eau-Mère n'a donc pas atteint l'objectif de bon état 2021.

L'Allier à Orbeil :

N° Station	04030000	
Coordonnées (Lambert 93)	X = 719693 Y = 6496357	
Commune	Orbeil	
Localisation	Pont SNCF aval Issoire	
Masse d'eau	ALLIER À ORBEIL FRGR0142B	

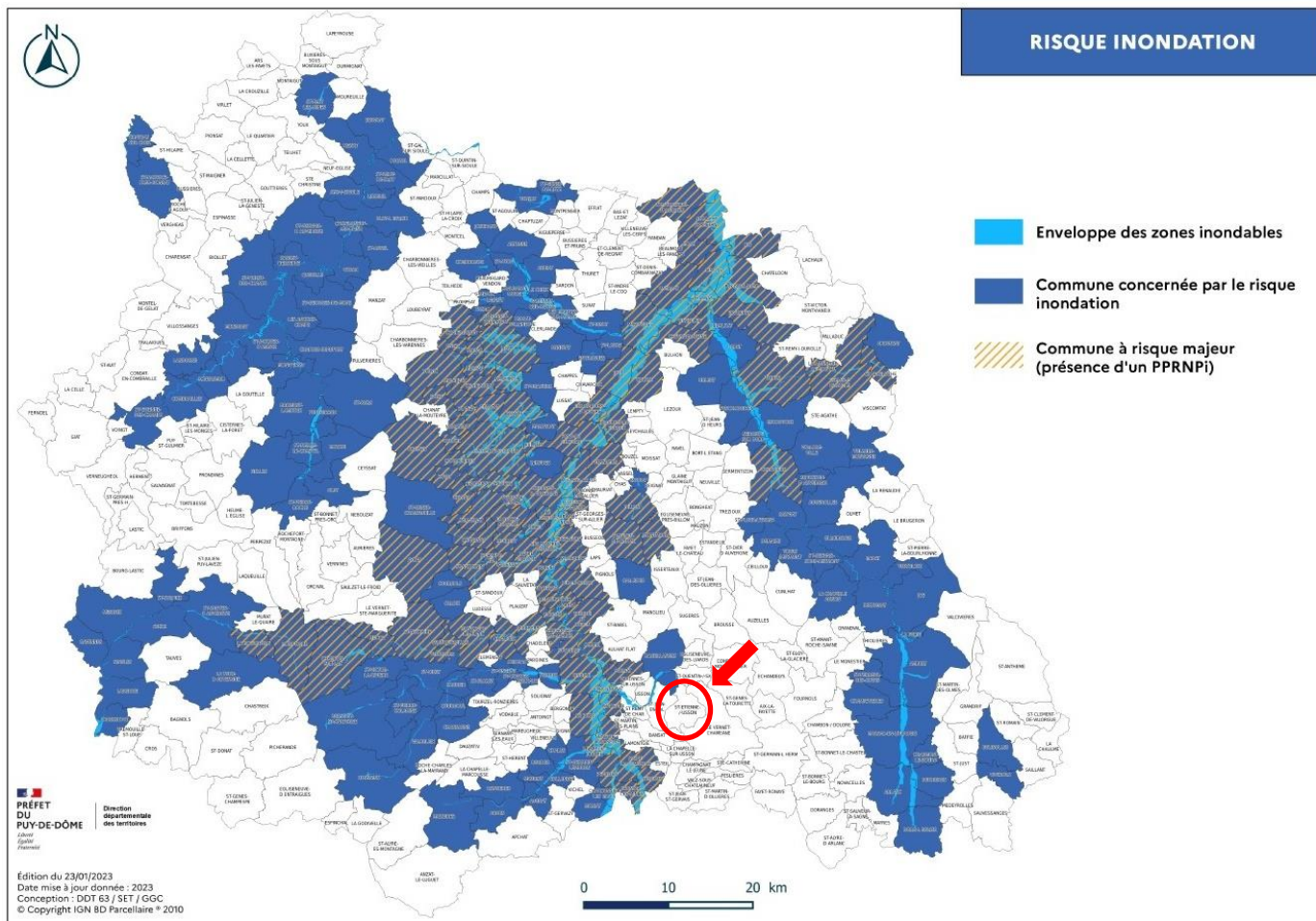
Masse d'eau	Année	État écologique	État biologique
L'ALLIER A ORBEIL FRGR0142B	2021		
	2022		
	2023		

Légende :

	Très bon
	Bon
	Moyen
	Médiocre
	Mauvais

3.1.6 Zone inondable

D'après le Dossier Départemental des Risques Majeurs du département Puy-de-Dôme (DDRM, approuvé le 26 janvier 1995, puis le 06 décembre 2023) la commune de Saint-Etienne-sur-Usson n'est exposée à aucun risque majeur d'inondation et n'est incluse dans aucun PPRNPI.

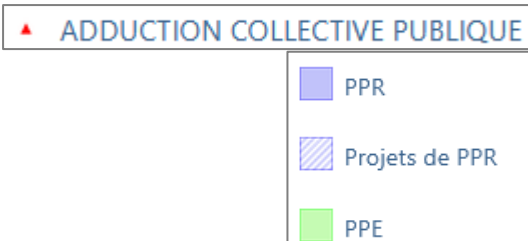
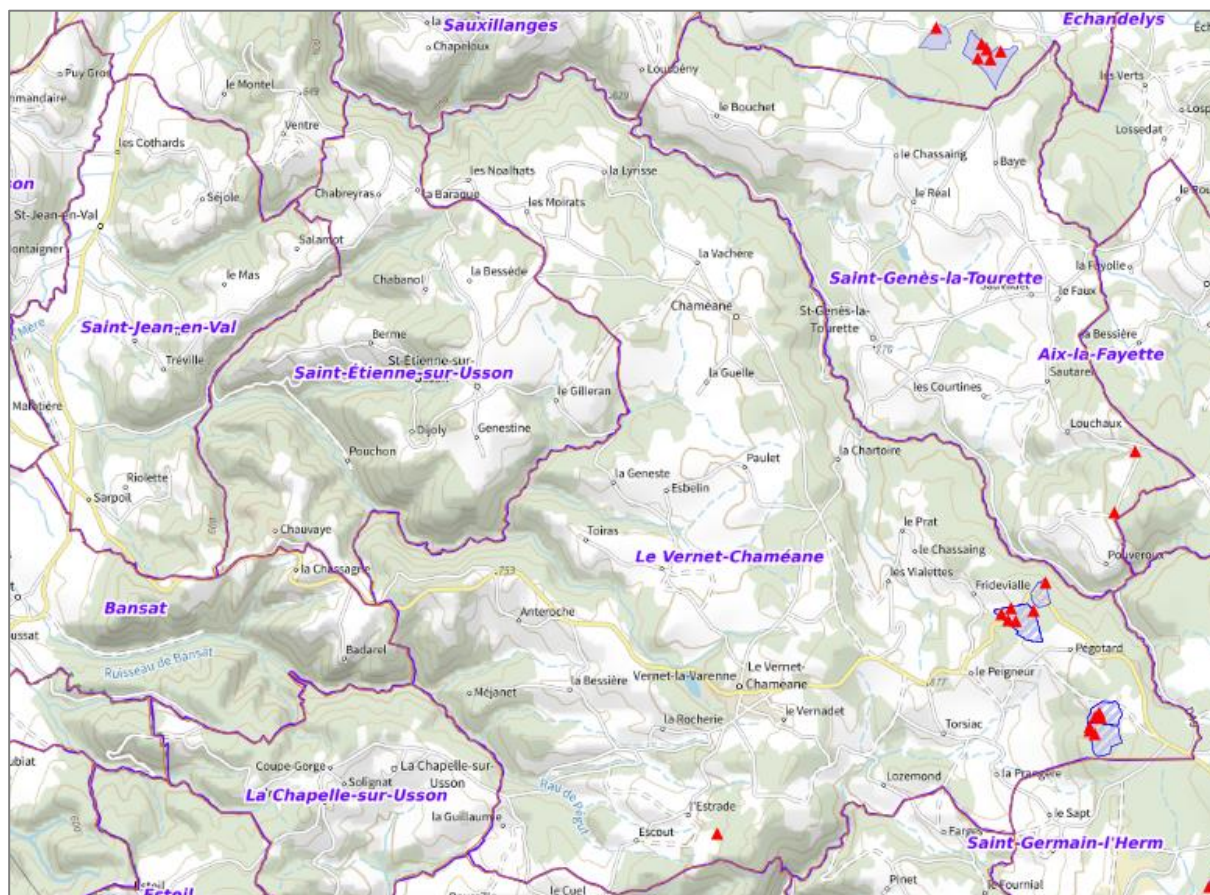


3.1.7 Milieux sensibles

a) Captage AEP

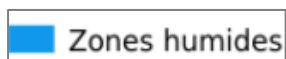
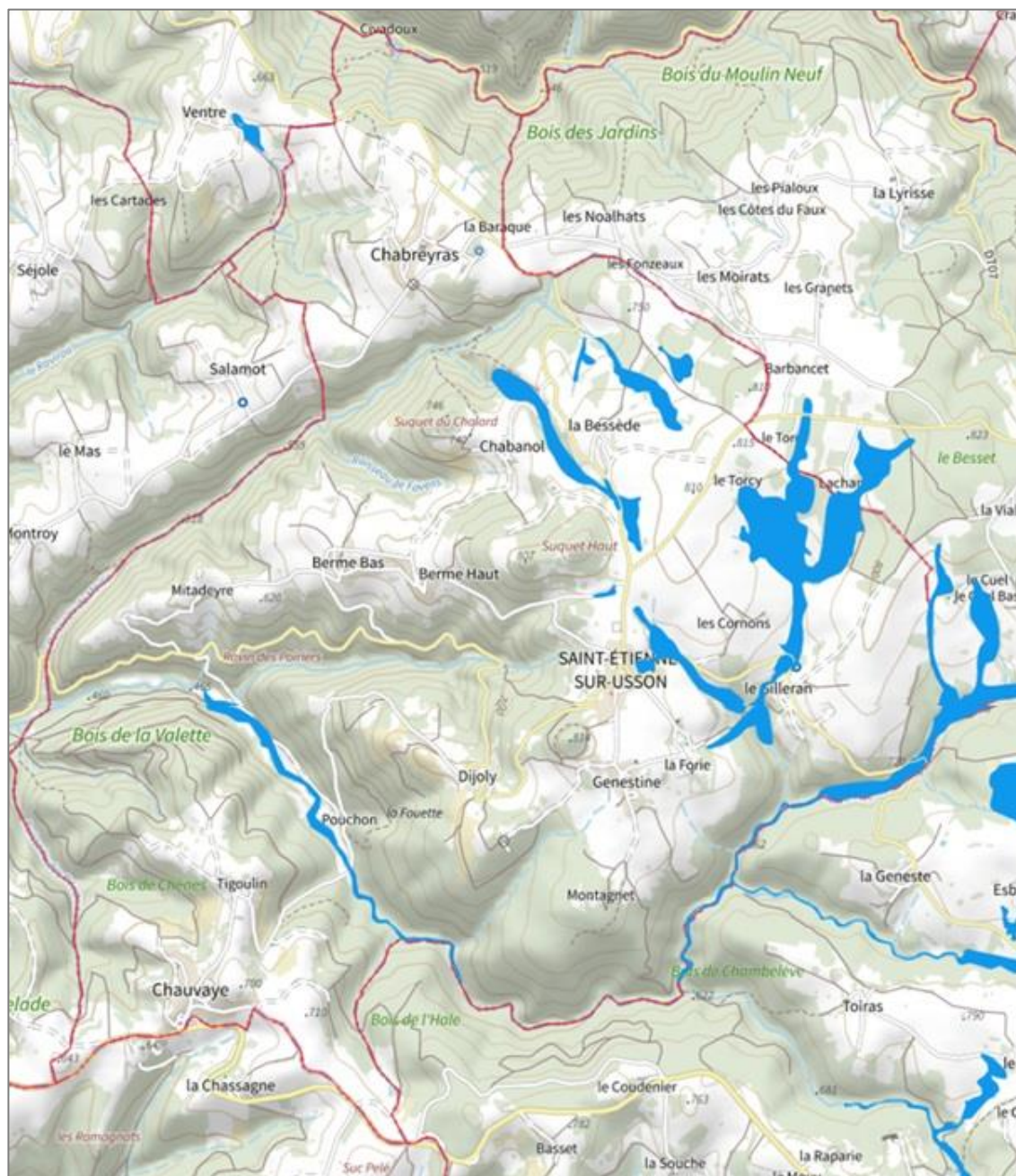
Il n'existe pas de captage d'eau potable sur la commune de Saint-Etienne-sur-Usson.

En outre, la commune voisine du Vernet-Chaméane possède une douzaine de captages regroupés en 3 ou 4 champs (tous situés en amont du bassin versant de la commune).



b) Zone humide

D'après le SIG des zones humides, la commune comporte plusieurs zones humides qui apparaissent sur la carte suivante.

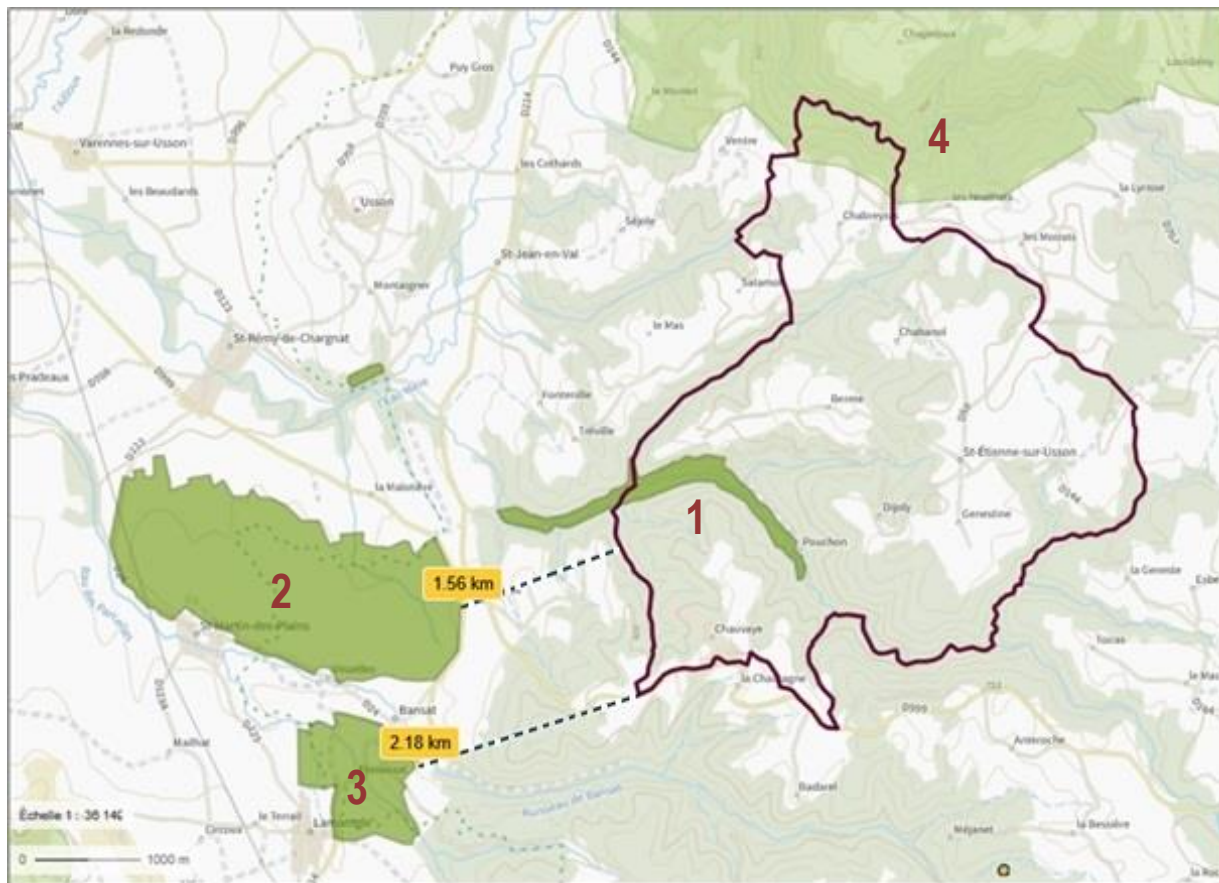


c) Zone naturelle protégée

Site Natura 2000 :

Il n'existe pas de site Natura 2000 sur la commune.

Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF)



■ ZNIEFF type I, première génération ■ ZNIEFF type II, première génération

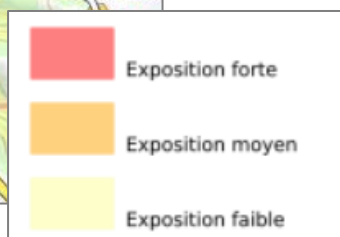
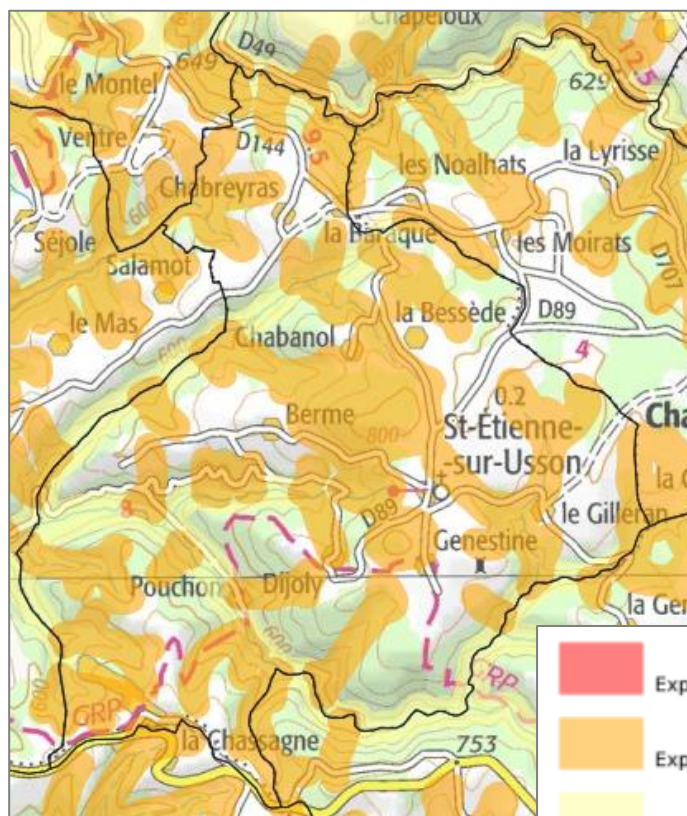
N° sur le plan	Localisation sur la commune	Type	Identifiant	Nom
1	Sud-Ouest	ZNIEFF type I	830020098	RUISSEAU DE POUCHON
2	Proche Sud-Ouest commune	ZNIEFF type I	830020476	PLATEAU DE BANSAT
3		ZNIEFF type I	830020475	ENVIRONS DE BANSAT
4	Pointe Nord	ZNIEFF type II	830020593	VARENNES ET BAS LIVRADOIS

Parc Naturel Régional :

La commune se situe dans l'Ouest du Parc du Livradois-Forez, environ à mi-hauteur



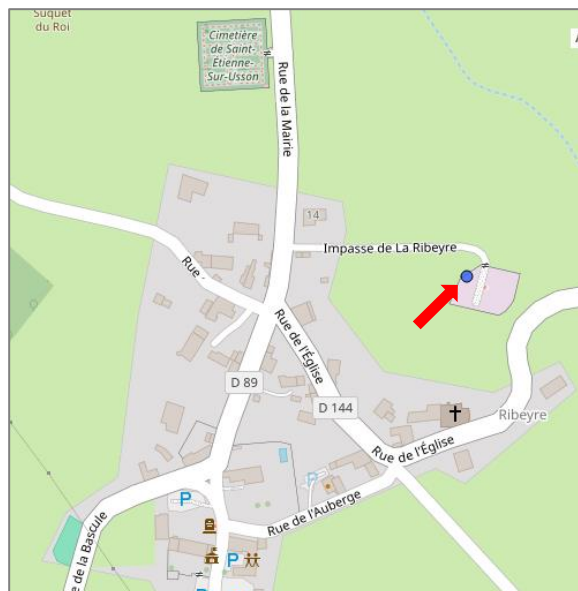
3.1.8 Argile



Certaines parties du territoire communal sont exposées à un risque argileux de faible (jaune) ou moyenne (orange) intensité.

3.2 Assainissement collectif et non collectif : situation actuelle sur la commune

3.2.1 Assainissement collectif



Le Bourg de Saint-Étienne-sur-Usson est équipé d'un réseau de collecte rejoignant une unité de traitement de type décanteur/digesteur (de 16 m³) + un Filtre à Sable dimensionnés pour 80 EH (12 m³/j ; 4.8 Kg DBO₅/j)

Présence d'un DO entrée station

Mise en service en : Janvier 2011

Code Sandre : 0463340S0001

Milieu récepteur : Ruisseau du Pouchon

Remarques SATEA visite 2024 : absence de pouzzolane dans le préfiltre ; effluent traité de qualité satisfaisante ; station bien entretenue

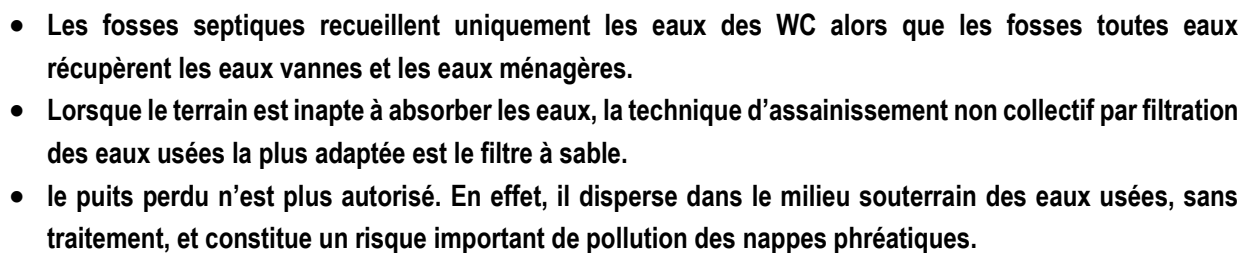
3.2.2 Assainissement non collectif

Le restant de la commune fonctionne en assainissement autonome, y compris le hameau de Chauvaye qui possède des embryons de réseau d'eaux pluviales uniquement (pas d'unité de traitement en bout de réseau, donc le réseau n'est pas considéré comme étant un réseau d'assainissement). Une étude diagnostique a été réalisée sur ce secteur en 2013, menant à une étude d'Avant-Projet Sommaire (APS) en 2017 pour la réalisation d'un assainissement collectif. Cette étude n'a pas abouti à des travaux.

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (S.P.A.N.C.), porté par le Syndicat Mixte de l'Eau (S.M.E.), recensait 213 dispositifs en 2024 à Saint-Etienne sur-Usson dont 53 points noirs et 40 installations conformes.

La réalisation et l'entretien des dispositifs d'assainissements individuels sont ainsi les deux principaux facteurs de leur bon fonctionnement.

Filières en fonction de la nature des sols



3.3 Pédologie et assainissement non collectif

3.3.1 Principe

Un assainissement non collectif aux normes en filière classique se compose d'un prétraitement (fosse septique toutes eaux) suivi d'un traitement (épandage par tranchées d'infiltration).

Ce traitement est réalisé de manière différente selon la nature des sols (**Annexe 2**). Il s'effectuera dans le terrain naturel ou sur sol reconstitué en fonction des contraintes suivantes :

- ◆ La **perméabilité** naturelle du sol,
- ◆ La présence d'**eau** souterraine à faible profondeur,
- ◆ La présence d'un **substratum** rocheux à faible profondeur,
- ◆ La valeur de la **pente**.

Une étude de sol à la parcelle pourra être réalisée par les particuliers lors d'un projet de réhabilitation ou de construction afin de déterminer précisément la nature du sol à l'emplacement prévu du système de traitement. Cette étude à la parcelle n'est pas obligatoire, mais elle est toutefois fortement conseillée afin d'adapter au mieux le système d'assainissement aux conditions *in situ*. C'est de plus une pièce obligatoire pour présenter un dossier de demande de subvention.

Sur les secteurs insuffisamment perméables pour réaliser un épandage dans le sol, le sol reconstitué drainé à rejet superficiel est le mode d'assainissement le mieux indiqué.

Lorsque la nappe (la plupart du temps temporaire) est à protéger, l'installation d'un film imperméable est indispensable entre le filtre et le terrain naturel. Une surélévation du filtre est aussi possible (tertre d'infiltration).

Les nombreuses circulations d'eau dans la partie altérée de la roche peuvent être détournées de l'épandage en réalisant un drainage en ceinture autour du dispositif d'assainissement.

Lorsque la pente des terrains est trop forte (>10%), un aménagement de l'épandage en terrasse est nécessaire.

Lorsque la roche est à une faible profondeur une surélévation du filtre doit être réalisée.

3.3.2 Observations sur la commune

Les données pédologiques issues de l'étude de zonage initiale (2003) montrent que l'ensemble des secteurs de la commune fonctionnant en assainissement non collectif ont une aptitude des sols peu favorable à l'assainissement non collectif en utilisant le sol en place (**Annexe 3**). En effet, les contraintes de sol existantes sont telles que celui-ci est difficilement utilisable pour filtrer directement les rejets d'eaux usées. Les sols observés sont peu épais et/ou peu perméables et/ou trop pentus et/ou trop proches de la nappe ; des aménagements sont donc nécessaires (voir § ci-dessus).

3.4 Description des filières de l'assainissement non collectif

Chaque assainissement non collectif doit être composé, en filière classique, d'un **pré traitement** des eaux usées (fosse toutes eaux ou fosse septique + bac dégraisseur), d'un **dispositif d'épuration** (ou de traitement) des effluents prétraités (épandage souterrain ou sol reconstitué ou micro station) et d'un **système de dispersion** des effluents épurés.

Parmi les filières classiques proposées, on trouve :

- Fosse toutes eaux + épandage par tranchées d'infiltration (filière prioritaire quand le terrain est normalement perméable)
- Fosse toutes eaux + filtre à sable vertical non drainé (couche superficielle insuffisamment perméable et couche profonde perméable permettant la dispersion des eaux usées)
- Fosse toutes eaux + filtre à sable vertical drainé (couche superficielle insuffisamment perméable et exutoire à 2 m en contre bas, l'autorisation d'un rejet est nécessaire)
- fosse toutes eaux + filtre à sable horizontal (cas de faible dénivelé entre la sortie d'eaux et l'exutoire)
- fosse toutes eaux + terre filtrant (niveau de la nappe trop élevé, sol insuffisamment épais)

Le dimensionnement des dispositifs est précisé dans le chapitre suivant.

Les conditions pour un **bon fonctionnement** sont :

- le dispositif d'assainissement est adapté au sol (d'où l'étude de sol au préalable),
- la réalisation de ce dispositif est confiée à des entreprises expertes,
- le dispositif fait l'objet d'un entretien régulier : L'arrêté du 7 Mars 2012 mentionne « une périodicité de vidange de la fosse toutes eaux ou du dispositif à vidanger [...] adaptée en fonction de la hauteur de boues, qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile ».

Ce dernier point impose l'élimination des matières de vidanges dans des conditions techniques et réglementaires conformes et donc l'existence d'un lieu où les matières de vidange sont transportées en vue de leur traitement (dépotage sur une station d'épuration adaptée pour ce type d'opération).

Les bacs dégraisseurs, quant à eux, doivent être inspectés tous les 4 mois, et vidangés si nécessaire (DTU 64.1 d'Août 2013 – Annexe A).

- Le dispositif doit être correctement dimensionné,
- les eaux pluviales ne doivent pas être connectées à l'ensemble du dispositif d'assainissement des eaux usées.

4 LÉGISLATION ET RÉGLEMENTATION

4.1 Le cadre réglementaire : une obligation générale d'assainissement

La Collectivité (API) responsable de l'approvisionnement en eau, comme de l'épuration des eaux usées, a des obligations qui s'inscrivent dans un contexte de rénovation complète du dispositif réglementaire de l'assainissement des communes.

La directive européenne du 21 Mai 1991, reprise en droit français par la Loi sur l'eau du 3 Janvier 1992 (modifiée le 30/12/06) codifiée dans le Code Général des Collectivités Territoriales, prévoyait une obligation générale d'assainissement, sur l'ensemble du territoire avant le 31 décembre 2005.

Il est important de rappeler les faits suivants :

- dans une **filière de réseau collectif**, la collectivité prend totalement en charge les eaux usées au sortir de l'habitat. Les coûts d'entretien du réseau et d'exploitation de la station d'épuration sont répartis sur chaque habitant.
- dans la **filière non collective**, les immeubles ou habitations doivent être dotés d'un assainissement non collectif dont les installations seront maintenues en bon état de fonctionnement et **sous la responsabilité des propriétaires**. Ces systèmes d'assainissement doivent permettre la préservation de la qualité des eaux superficielles et souterraines. Il est possible dans le cas où l'Intercommunalité est maître d'ouvrage, d'instaurer aussi une redevance assainissement.

4.2 Assainissement non collectif

❑ La loi sur l'eau de 1992 a été modifiée le 30 Décembre 2006. Cette loi n°2006-1772 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques, signale des dispositions, dont l'article L2224-8 du code général des collectivités territoriales :

"I. - Les communes sont compétentes en matière d'assainissement des eaux usées.

*II. - Les communes assurent **le contrôle** des raccordements au réseau public de collecte, **la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées**, ainsi que **l'élimination des boues produites**.*"

"III. - Pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, les communes assurent le contrôle des installations d'assainissement non collectif. Cette mission de contrôle est effectuée soit par une vérification de la conception et de l'exécution des installations réalisées ou réhabilitées depuis moins de huit ans, soit par un diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien pour les autres installations, établissant, si nécessaire, une liste des travaux à effectuer.

Les communes déterminent la date à laquelle elles procèdent au contrôle des installations d'assainissement non collectif ; elles effectuent ce contrôle au plus tard le 31 décembre 2012, puis selon une périodicité qui ne peut pas excéder huit ans."

❑ L'arrêté du 07 Septembre 2009, définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations non collectif,

❑ L'arrêté du 07 Mars 2012, modifiant l'arrêté du 07 septembre 2009, et fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectifs. Cet arrêté reprend globalement les dispositions de l'arrêté du 6 Mai 96 (abrogé) en favorisant le développement de nouveaux procédés de traitement non agréés à ce jour, notamment les microstations, les filtres à coco ou encore les filtres plantés. De plus, les rejets hydrauliques en milieu superficiel et les adaptations de certaines filières ne sont plus soumis à dérogation préfectoral.

❑ L'arrêté du 27 Avril 2012, modifiant l'arrêté du 07 septembre 2009, relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

❑ La norme AFNOR d'Août 2013 (DTU 64.1) de l'assainissement autonome indique :

- pour la mise en place d'un **épandage** :
 - * avec des **rejets directs dans le sol** (lit d'épandage à faible profondeur) sur une surface minimale d'environ 200 m² pour une habitation comportant 3 chambres (soient 5 pièces principales),
 - * ou sur **sol reconstitué** sur une surface de 20 m² pour une habitation de 5 pièces principales avec des rejets superficiels,
 - * à une distance minimale de 35 m par rapport à un puits ou tout captage d'eau potable,
 - * à une distance d'environ 5 m par rapport à l'habitation,
 - * à une distance de 3 m par rapport à toute clôture de voisinage et de tout arbre.
- pour le dimensionnement des **fosses** :
 - l'utilisation d'une **fosse toutes eaux** d'un volume minimal **de 3 000 litres pour les habitations abritant jusqu'à 5 pièces principales**, auquel il faut ajouter 1 000 litres par pièce principale supplémentaire.
D'après l'arrêté du 6 mai 1996, pour les habitations ayant déjà une fosse septique, ces volumes sont à diviser par deux : 1 500 litres minimum jusqu'à 5 pièces principales, plus 500 litres par pièce supplémentaire. Dans ce cas, la fosse septique pourra être conservée si elle est couplée à un bac dégraisseur correctement dimensionné (200 litres pour recevoir les eaux de cuisine ou eaux de salle de bains seules, 500 litres pour recevoir toutes les eaux ménagères – d'après le DTU 64.1 d'Août 2013).

❑ L'Arrêté du 7 Mars 2012 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations ANC de moins de 20 EH définit également :

Périodicité de vidange de la fosse toutes eaux : celle-ci doit être adaptée en fonction de la hauteur de boues, qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile.

4.3 Assainissement collectif

L'arrêté du 21 Juillet 2015 (modifié le 24 Août 2017 et le 31 juillet 2020) est relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5.

En ce qui concerne les branchements :

L'article 36 de la loi sur l'eau a renforcé les moyens d'intervention des communes et Intercommunalités à l'égard des usagers. Elles peuvent percevoir une somme équivalente à la redevance assainissement sur les particuliers raccordables et non raccordés, entre la mise en service de l'égout et leur raccordement effectif (L.1331-8 du code de la santé publique). Les agents communaux d'assainissement ont accès aux propriétés privées pour s'assurer de la réalisation des branchements (dans un délai de deux ans), le cas échéant pour les réaliser d'office et aux frais des particuliers (L.1331-11, 1331-1 et 1331-6 du code de la santé publique).

Dans le cas de branchements industriels ou artisanaux, le déversement d'effluents non domestiques au réseau d'assainissement public doit être précédé d'une autorisation explicite du gestionnaire (L.1331-10 du code de la santé publique). Cette autorisation doit préciser les conditions d'acceptation de l'effluent (quantité, variabilité et qualité), les conditions de participation financière de l'organisme raccordé et les conditions de surveillance.

En ce qui concerne la collecte :

Le réseau doit être conçu de manière à éviter les fuites d'effluents et les apports d'eaux claires parasites. Les déversoirs d'orage éventuels équipant le réseau ou situés en tête de station d'épuration ne doivent pas déverser par temps sec.

Par temps de pluie, des mesures doivent être prises pour limiter les rejets de pollution au milieu naturel. Celles-ci seront adaptées à la qualité requise par les usages des eaux réceptrices.

En ce qui concerne le traitement :

Les ouvrages de traitement relevant de l'assainissement inférieur à 120kg de DBO5 par jour doivent assurer « un traitement approprié permettant de respecter les objectifs de qualité du milieu récepteur ». Les objectifs de rejets sont estimés en fonction des concentrations en polluants acceptables par le cours d'eau à l'amont et à l'aval du rejet (circulaire du 12 mai 1995). Le niveau de traitement peut être ensuite défini selon de simples règles de dilution (circulaire du 17 février 97). Seuls les ouvrages de capacité inférieure à 12kg/j de DBO5 ne sont pas soumis à déclaration, mais un dossier de conception devra être remis au Service Police de l'Eau (arrêté du 21/07/2015).

La station doit être équipée d'un canal de mesure de débit. **L'auto-surveillance de la station** d'épuration devra être assurée 2 fois par an si le flux polluant reçu est supérieur à 60 kg/j de DBO5, 1 fois par an si le flux polluant reçu est inférieur à 60 kg/j de DBO5. Elle concerne les paramètres suivants: pH, débit, DBO5, DCO, MES sur un échantillon moyen journalier du rejet.

L'arrêté du 21 juillet 2015, modifié le 24 Août 2017 et le 31 juillet 2020, précise également que :

- **Une analyse des risques de défaillance** des nouvelles stations de traitement devra être transmise au service de la Police de l'Eau. Les stations > 120 Kg DBO5, en service au 1^{er} juillet 2015, auront jusqu'au 31 décembre 2017 pour transmettre cette analyse des risques,

- **Le rejet des eaux usées traitées pourra se faire par infiltration** si une étude hydrogéologique est fournie démontrant les capacités du sol en place à l'infiltration,
- **Un diagnostic du système d'assainissement** doit être réalisé au minimum tous les 10 ans pour les agglomérations d'assainissement générant une charge brute de pollution organique inférieure à 600 Kg DBO5,
- Les DO recevant un flux polluant supérieur à 120 kg/j de DBO5 devront être équipés d'une autosurveillance (temps de déverse et estimation des débits déversés). Les DO recevant un flux polluant supérieur à 600 kg/j de DBO5 et s'ils déversent plus de 10 jours/an, devront être équipés d'une autosurveillance : enregistrer les débits déversés et estimer la charge polluante (DBO5, DCO, MES, NK et P),
- Un **manuel d'autosurveillance** des systèmes d'assainissement d'une capacité de traitement supérieure à 120 Kg de DBO5 ou des agglomérations de taille supérieure à 120 Kg de DBO5 devra être élaboré. Pour les unités de traitement moins importantes, seul un **cahier de vie** devra être tenu à jour par le maître d'ouvrage,
- **Un bilan annuel de fonctionnement** doit être réalisé tous les 2 ans pour les stations traitant entre 12 et 30 Kg de DBO5 et tous les ans pour les stations > 30 Kg de DBO5/j.

4.4 Élimination des boues résiduelles

Si l'eau épurée peut être rejetée au milieu naturel, les boues, déchets de l'épuration, concentrent les polluants et posent donc le problème de leur élimination. La réglementation oblige les collectivités locales à considérer le devenir des boues dès la mise en œuvre des projets d'épuration.

Quatre possibilités s'imposent comme débouché aux boues de station d'épuration :

- la mise en décharge contrôlée : Les Centres d'Enfouissement Technique (CET) appelés aussi Centre de Stockage des Déchets (CSD) peuvent accepter des boues d'une siccité >30 %, ce qui nécessite une déshydratation préalable.
- le compostage : fabrication d'un compost à partir d'un mélange de produits entrants (boues de STEP, déchets verts et co-produits riche en carbone).
- l'incinération qui est une solution très coûteuse et qui paraît irréalisable pour de petites collectivités locales.
- la valorisation agricole, qui paraît être la solution la mieux adaptée dans les communes rurales.

5 SOLUTION RETENUE PAR A.P.I. SUR LA COMMUNE DE SAINT-ETIENNE-SUR- USSON : ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Le plan ci-joint présente un projet de zonage. Il est établi sur fond de plan cadastral au 1/5 000^{ème}.

5.1 Assainissement collectif

Seul le bourg de St-Etienne-sur-Usson est desservi par un réseau d'assainissement et traité par une station d'épuration. Il a été classé dans la zone d'assainissement collectif.

Le zonage présenté à la parcelle a ainsi été tracé en fonction :

- **Des réseaux d'assainissement existants** (données issues de l'étude de zonage d'assainissement de 2016) et donc des parcelles desservies par un réseau d'assainissement (toutes les habitations actuellement raccordées à un réseau d'assainissement sont englobées dans le zonage d'assainissement collectif existant) ;
- **Du dernier document d'urbanisme** : La commune n'est pas dotée de document d'urbanisme. Elle est soumise au Règlement National d'Urbanisme (RNU). Il n'y a donc pas de concordance possible entre le zonage du document d'urbanisme et le zonage d'assainissement.
- Des informations et orientations données par API et la commune concernant **le souhait de desservir ou non des zones non encore desservies par un réseau d'assainissement**.

5.2 Assainissement non collectif

Tous les autres secteurs ont été maintenus en zone d'assainissement non collectif. Quant au secteur de Chauvaye, classé en zone d'assainissement collectif dans l'étude précédente, il a été déclassé en assainissement non collectif. En effet, API ne souhaite pas réaliser une station de traitement sur ce village compte tenu des difficultés techniques liées à la topographie du site. En effet, il n'est pas possible de collecter gravitairement tous les effluents des habitations. Plusieurs postes de refoulement seraient nécessaires engendrant un surcoût et des contraintes d'exploitation.

En cas de manque de place autour de certaines habitations, des solutions locales devront être trouvées pour chacun des hameaux ayant ce problème : achat de terrain, utilisation d'une parcelle voisine avec convention, regroupement d'habitations...

De plus, si l'aménagement paysager existant ne permet pas une disponibilité facile des terrains, il existe des techniques compactes d'épuration des eaux usées nécessitant peu de place (10 m²) – voir liste des dispositifs agréés sur le site du ministère « Portail interministériel sur l'assainissement non collectif ».

Dans chacun de ces secteurs, des investigations de sol à la parcelle pourront être menées utilement pour un choix optimal de la filière d'assainissement non collectif à réaliser.

⇒ Enfin, rappelons que le fait de classer ces secteurs en assainissement non collectif n'implique pas que l'assainissement existant restera en l'état. En cas de non-conformité des installations autonomes, les propriétaires doivent faire le nécessaire pour la mise aux normes de leur dispositif.

6 ANNEXES

Annexe 1	Glossaire
Annexe 2	Filières classiques de traitement d'assainissement non collectif
Annexe 3	Carte d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif issue de l'étude de zonage de 2003
Annexe 4	Tableau de synthèse des critères techniques des différentes filières
Annexe 5	Extrait de la carte de zonage des eaux-usées - 2025

6.1 ANNEXE 1 : Glossaire

ASSAINISSEMENT AUTONOME : système d'assainissement comprenant la collecte de l'ensemble des eaux usées, le passage dans une fosse septique toutes eaux (prétraitement) puis dans un épandage sur sol en place ou reconstitué (traitement). L'assainissement autonome peut être appliqué de manière individuelle ou être regroupé.

Assainissement autonome individuel : assainissement non collectif en domaine privé mis en place pour une seule habitation utilisant une fosse toutes eaux et les capacités naturelles d'épuration du sol (épandage sur sol en place ou reconstitué).

Assainissement autonome regroupé : assainissement en commun de plusieurs habitations selon les techniques identiques à l'assainissement non collectif mais dimensionné en conséquence en fonction du nombre d'habitations et d'habitants (exemple : lit d'infiltration - percolation). L'assainissement autonome regroupé mis en place en domaine public sera considéré comme de l'assainissement collectif alors que la mise en place en domaine privé sera considéré comme de l'assainissement non collectif.

ASSAINISSEMENT COLLECTIF : système d'assainissement comprenant un réseau d'assainissement collectif et une station d'épuration en domaine public.

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF : système d'assainissement en domaine privé.

BAC A GRAISSE OU BAC DEGRAISSEUR : appareil destiné à la séparation des graisses par flottation situé avant la fosse toutes eaux pour les eaux ménagères.

BOUES : matières solides décantées qui se déposent au fond de la fosse toutes eaux.

EAUX USEES DOMESTIQUES : c'est l'ensemble des eaux usées, ménagères et eaux vannes.

Eaux ménagères : eaux provenant des salles de bains, cuisines, buanderies, lavabos, etc...

Eaux vannes : eaux provenant des WC.

EAUX PLUVIALES : eaux issues des toitures et des surfaces imperméables. Les eaux de pluie ne sont jamais admises ni dans la fosse septique, ni dans le système de traitement.

EFFLUENTS : désignent les eaux usées issues de l'habitation ou de la fosse septique toutes eaux.

EPANDAGE : système destiné à recevoir les eaux prétraitées issues de la fosse septique et permettre leur répartition, leur infiltration et leur épuration dans le sol en place ou reconstitué.

EXUTOIRE SUPERFICIEL : c'est un site naturel ou aménagé où sont rejetées les eaux traitées ; il s'agit donc de cours d'eau, fossé....

FILIERE D'ASSAINISSEMENT : dispositif assurant le traitement des eaux usées domestiques comprenant une fosse toutes eaux suivie d'un système de traitement, sur sol naturel ou reconstitué (épandage).

FOSSE SEPTIQUE : dispositif de prétraitement uniquement pour les eaux vannes.

FOSSE SEPTIQUE TOUTES EAUX : dispositif de prétraitement destiné à la collecte, la décantation et la liquéfaction partielle de l'ensemble des eaux usées domestiques (eaux vannes et ménagères), à l'exception des eaux pluviales.

HYDROMORPHIE : un terrain hydromorphe est gorgé d'eau, soit en permanence, soit à certaines périodes de l'année. Ce terrain est humide en hiver, le niveau du puits remonte jusqu'à moins de 1,50 m du sol.

NAPPE PHREATIQUE : nappe d'eau souterraine peu profonde et susceptible d'alimenter les sources ou les puits.

PERMEABILITE : c'est la capacité du sol à infiltrer les eaux.

Coefficient de perméabilité k : exprimé en mm/h, il traduit la plus ou moins grande capacité d'infiltration des eaux par le sol.

Le coefficient de perméabilité ne peut être évalué que par un test de percolation.

PREFILTRE : appareil destiné à prévenir le colmatage du dispositif de traitement par les matières en suspension.

Il peut être ou non intégré à la fosse septique toutes eaux.

PRETRAITEMENT DE L'ASSAINISSEMENT AUTONOME : première transformation des eaux usées domestiques, assurée par la fosse septique toutes eaux, avant leur traitement.

SOL SUPERFICIEL : épaisseur de terre superficielle jusqu'à 1 m de profondeur.

SOL : épaisseur de terre entre le sol superficiel et le substratum.

SUBSTRATUM : couche rocheuse à profondeur variable (schiste, calcaire, granite,...).

TRAITEMENT DE L'ASSAINISSEMENT AUTONOME : épuration des effluents, dans le sol en place ou reconstitué.

TUYAU D'EPANDAGE : tuyau rigide, percé de façon régulière d'orifices ou de fentes permettant le passage des eaux prétraitées dans le système de traitement.

VENTILATION : dispositif permettant le renouvellement de l'air à l'intérieur des ouvrages, afin d'évacuer les gaz de fermentation issus de la fosse toutes eaux. Une mauvaise ventilation peut entraîner une odeur désagréable.

VIDANGE : entretien périodique des dispositifs de prétraitement consistant à enlever les boues décantées ou les graisses

6.2 ANNEXE 2 : Filières classiques de traitement d'assainissement non collectif



L'ouvrage est installé sur une zone accessible pour l'entretien (vidange de la fosse, nettoyage des différents éléments), mais hors des zones de circulation, de culture et de stockage ; ceci afin d'éviter les accidents d'effondrement des ouvrages ou l'écrasement des tuyaux.

Les plantations sont gênantes car leur système racinaire peut obturer ou abîmer les drains et déstructurer les massifs de sable.

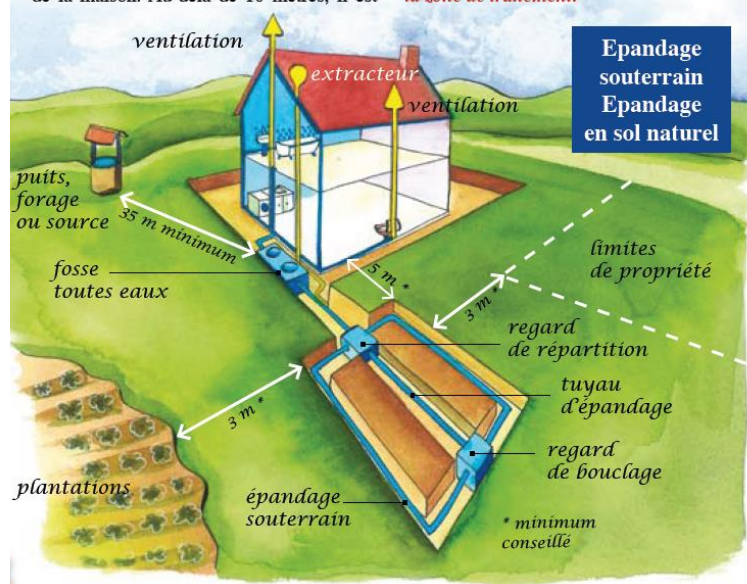
Les distances à respecter :

- La fosse doit être la plus près possible de la maison. Au-delà de 10 mètres, il est

nécessaire d'installer un bac à graisse à moins de 2 mètres de la maison (au plus près de la cuisine).

- L'ouvrage, dans son ensemble est à plus de 35 mètres d'un puits ou d'un captage d'eau.
- Le dispositif de traitement est au moins à 5 mètres de la maison, à plus de 3 mètres de toute limite de propriété et de tout arbre.

Attention : Ces distances peuvent être augmentées en cas de terrain en pente. Le terrain doit être perméable à l'air et à l'eau. On ne peut donc pas bitumer la zone de traitement.



LES CRITÈRES DE CHOIX D'UNE FILIÈRE

Avant d'arrêter son choix pour une filière de traitement, il faut prendre en compte les différents critères décrits ci-dessous :

Aptitude du sol à l'épuration

- Perméabilité (test de percolation).
- Hauteur et nature du sol.
- Niveau de remontée maximal de la nappe (hydromorphie).
- Pente du terrain.

Caractéristiques du site

- Nombre de pièces principales de l'habitation desservie.
- Clôture, arbres, accès, emplacement de la maison, etc.
- Surface disponible.
- Sensibilité du milieu récepteur à la pollution (baignade, pêche, captage d'eau, etc.).
- Servitudes diverses.
- Topographie.

LES FILIÈRES DE TRAITEMENT

Avertissement : Ce chapitre n'est pas un descriptif technique des différentes filières autorisées. Il s'agit uniquement d'un inventaire succinct.

IL EST FORTEMENT CONSEILLÉ DE CONFIER LE DIMENSIONNEMENT ET LA RÉALISATION DE L'OUVRAGE À DES PROFESSIONNELS.

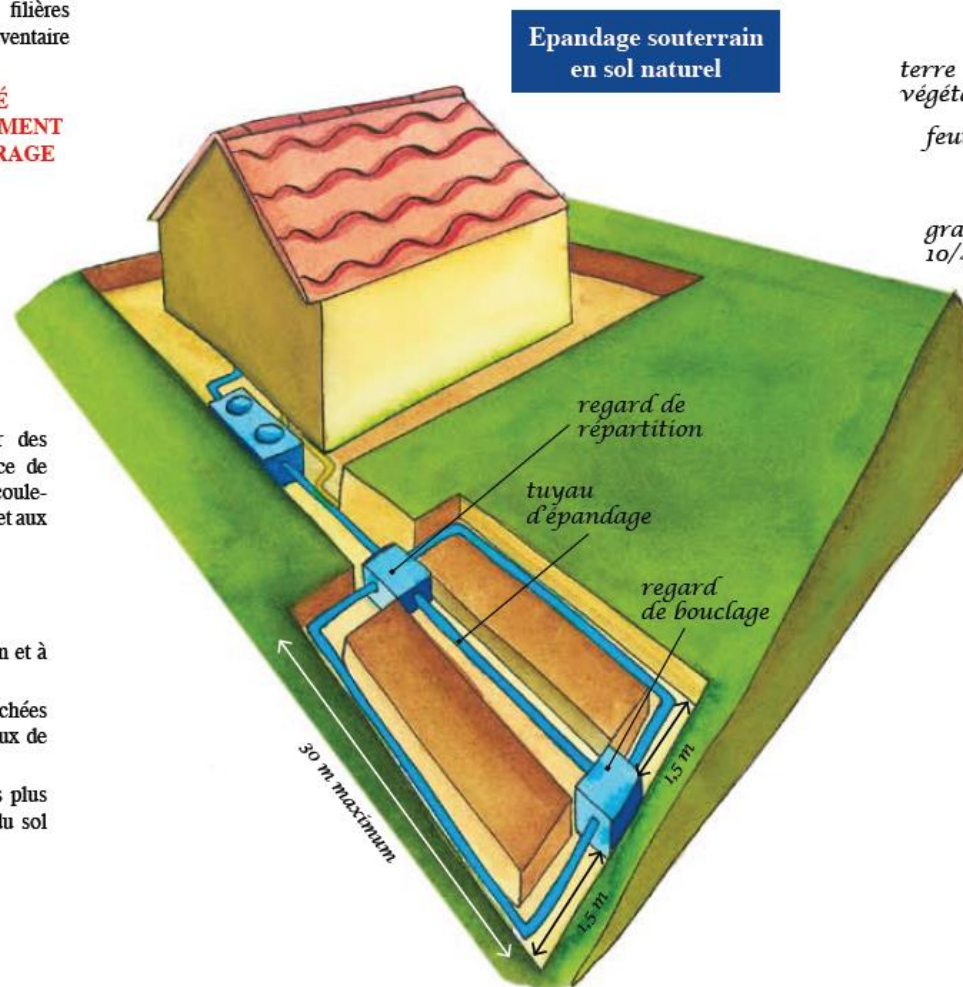
Rappel : Les traitements sont obligatoires et toujours placés après un prétraitement (fosse toutes eaux ou micro-station).

Les filières non drainées :

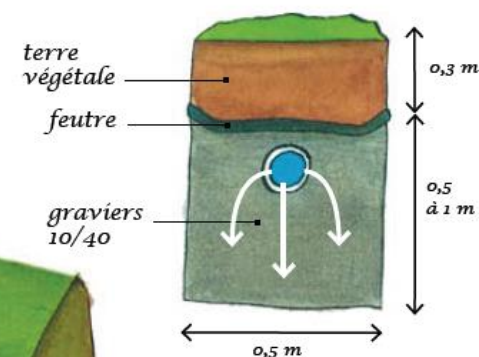
Ces filières sont à privilégier pour des raisons de salubrité publique (absence de rejet superficiel, on n'a donc pas d'écoulement insalubre accessible aux hommes et aux animaux).

Tranchées d'infiltration à faible profondeur

- **Quand :** sol favorable à l'épuration et à la dispersion des effluents.
- **Comment :** réalisation de tranchées dans lesquelles sont disposés des tuyaux de répartition noyés dans du gravier. Cette filière s'installe dans les cas les plus favorables : surface, pente et nature du sol satisfaisantes.



Epandage souterrain
en sol naturel



Coupe d'une tranchée

Tuyau d'épandage



Canalisations rigides
ø 100 mm avec ouvertures
ø 10 mm ou fentes de 5 mm
minimum espacées
tous les 10 à 15 cm

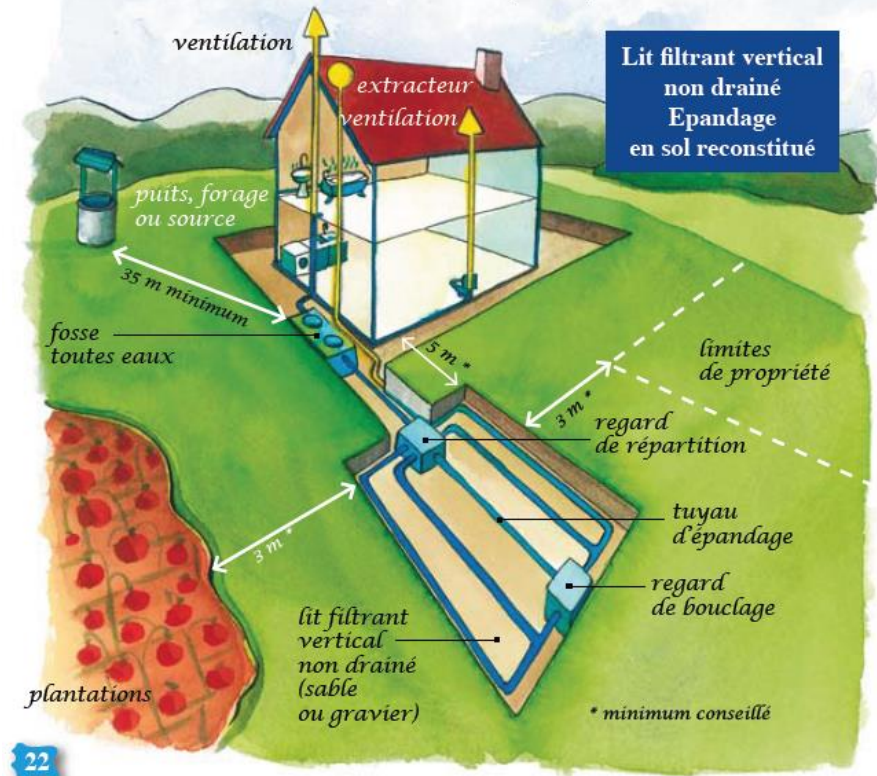


Lit d'épandage à faible profondeur :

- Il s'agit du même principe que les tranchées d'infiltration.
- **Quand** : dans le cas des terrains sableux.
 - **Comment** : on réalise un lit de graviers sur lesquels les effluents sont épandus.

Filtre à sable vertical non drainé :

- **Quand** : dans le cas d'un sol peu ou pas adapté (trop perméable).
- **Comment** : on substitue le sol par du sable lavé qui sert de système épurateur (support pour les micro-organismes consommateurs de pollution).



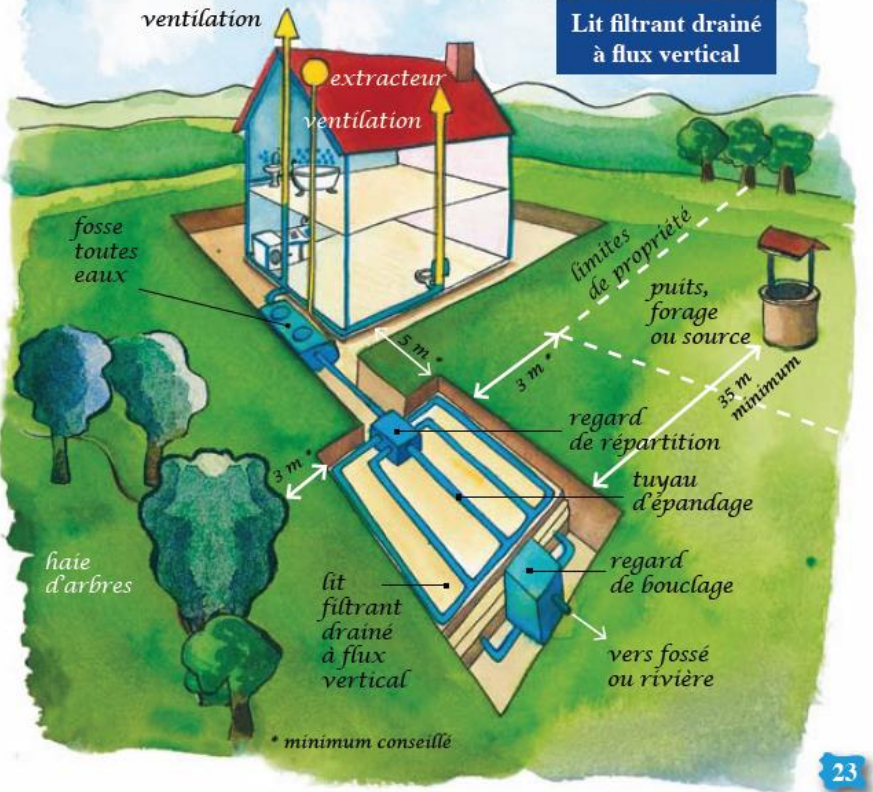
22

Les filières drainées :

Filtre à sable vertical drainé

- **Quand** : dans le cas de sols imperméables, de nappe à protéger.

- **Comment** : le sable est utilisé comme système épurateur. Une fois traités, les effluents sont collectés en fond de filtre et évacués dans le réseau hydrographique superficiel.



23



Filtre à sable horizontal drainé :

● **Quand** : dans le cas de sols rocheux à faible profondeur.

● **Comment** : l'eau transite horizontalement dans un sol reconstitué avec des matériaux de granulométrie différente. Les performances de ce filtre sont moins fiables que celles des autres systèmes. De plus, sa durée de vie est moins longue (environ 10 à 15 ans). Elle est fonction de l'occupation de la maison et de la qualité de la réalisation.

Important :

Ce dispositif est autorisé par la réglementation. Cependant, il n'a pas été repris dans la norme XP P 106 603, compte tenu des difficultés de mise en œuvre et de la sensibilité des performances d'épuration aux variations hydrauliques.

Tertre d'infiltration :

● **Quand** : dans le cas de zones inondables, en zone de nappe à faible profondeur et sur terrain rocheux.

● **Comment** : il s'agit d'un lit d'infiltration (filtre à sable vertical non drainé) réalisé au-dessus du terrain naturel.

Filières compactes (à massif de zéolite) :

● **Quand** : en réhabilitation et quand la parcelle est trop petite pour accueillir une filière classique. Attention, la maison ne doit pas avoir plus de cinq pièces principales.

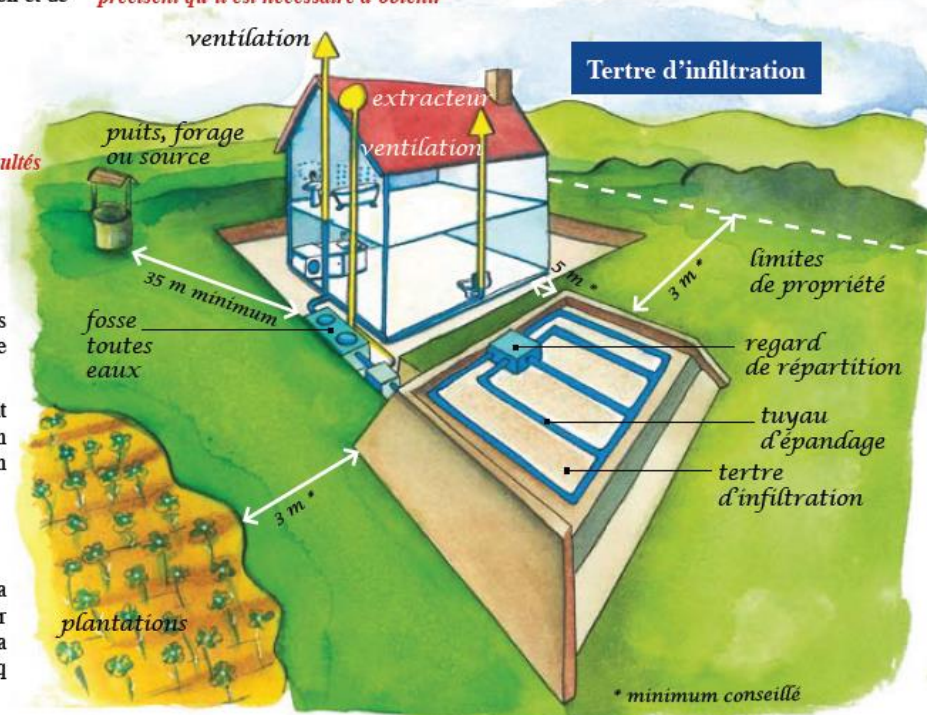
● **Comment** : il est nécessaire de s'équiper d'une fosse toutes eaux de 5 m³. Le lit d'infiltration est composé de zéolite chabazite contenue dans une coque étanche.

Avertissement :

on trouve dans le commerce des filières dites « dérogatoires ». Elles ne sont pas autorisées par l'arrêté interministériel du 6 mai 1996. Par conséquent, les constructeurs précisent qu'il est nécessaire d'obtenir

une dérogation préfectorale pour avoir l'autorisation de les installer. Or, la préfecture n'accorde pas de dérogation pour de nouveaux ouvrages car très souvent ces ouvrages n'ont pas fait la preuve de leur efficacité.

Seul un arrêté interministériel peut autoriser la commercialisation de nouveaux procédés de traitement pour les maisons à usage d'habitation.



Devenir des effluents traités

Les effluents traités sont généralement dispersés dans le sous-sol au niveau du lit d'infiltration.

Cette technique est la plus satisfaisante pour deux raisons :

- Elle permet d'utiliser au mieux la capacité auto-épuratrice du milieu.
- Elle évite tout rejet de surface potentiellement générateur d'un impact sanitaire.

Pour les terrains non adaptés à la dispersion des effluents, il est nécessaire de drainer les lits d'infiltration. L'effluent est alors dirigé vers un fossé ou une rivière.

Rappel :

Le recours aux filières drainées doit rester exceptionnel. Il est impératif de le justifier par une étude de sol.

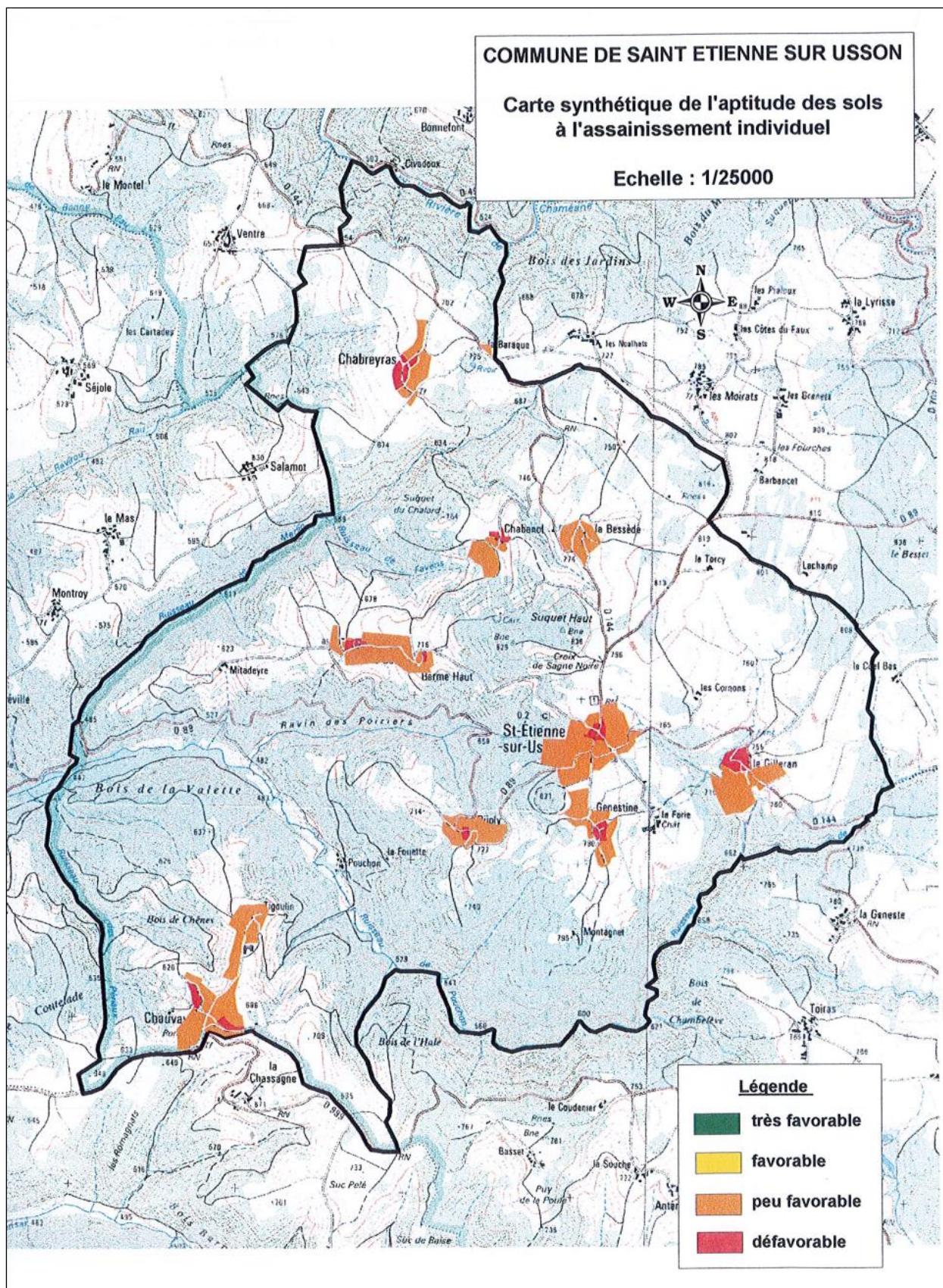
Les puits d'infiltration :

C'est un mode de dispersion de l'effluent qui consiste à traverser une couche de terrain imperméable pour atteindre une couche perméable.

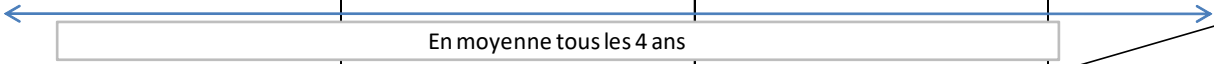
Important :

Pour cela, il est nécessaire d'obtenir une dérogation préfectorale.

6.3 ANNEXE 3 : Aptitudes des sols à l'assainissement non collectif issues de l'étude de zonage de 2003



6.4 ANNEXE 4 : Tableau de synthèse des critères techniques des différentes filières

FILIERES	Fosse + épandage dans le sol en place	Fosse + épandage sur sol reconstitué	Fosse + filtre compact	Filtres plantés (avec ou sans fosse)	Micro-stations à culture libre ou fixée
Capacité de l'habitation	Toute capacité possible	Toute capacité possible	se référer aux avis d'agrément	se référer aux avis d'agrément	se référer aux avis d'agrément
Fonctionnement en intermittence	Oui	Oui	Oui	Oui	Non
Surface nécessaire	> 100 m2	environ 50 m2	< 15 m2	environ 25 m2	< 10 m2
Contrainte du sol en place pour le traitement	Dépendant de l'aptitude du sol	Traitement indépendant de l'aptitude du sol	Traitement indépendant de l'aptitude du sol	Traitement indépendant de l'aptitude du sol	Traitement indépendant de l'aptitude du sol
Intégration paysagère	Oui	Oui, sauf nécessité d'un tertre	Oui	Oui	Oui, sauf si armoire électrique apparente
Consommation électrique	Non, sauf si poste de relevage nécessaire	Non, sauf si poste de relevage nécessaire	Non, sauf si poste de relevage nécessaire	Non, sauf si poste de relevage nécessaire	Oui
Filière à haute technologie nécessitant une maintenance spécifique	Non	Non	Non	Non	Oui
Vidange du compartiment de stockage des boues (% du V3 utile de stockage)	50%	50%	50%	50% (si fosse)	30%
Entretien					Vidange 1 à 2 fois /an selon le volume : contraignant
Bruit	Non, sauf si poste de relevage nécessaire	Non, sauf si poste de relevage nécessaire	Non, sauf si poste de relevage nécessaire	Non, sauf si poste de relevage nécessaire	Oui
Système mettant à l'air libre des effluents	Non	Non	Non	Possible	Non
Coût de fonctionnement	faible	faible	faible	faible	élevé

6.5 ANNEXE 5 : Extrait de la carte de zonage des eaux-usées - 2025

